

Développement Humain et Gouvernance: Cas du Monde Arabe

BEN ABDEENAJI HOUDA*, CHKOUNDALI RIDHA**

Jel code: O15, D63, D73, P51

Introduction

Au cours des années 1970, les pays arabes ont enregistré des niveaux de développement satisfaisants par rapport à ceux des autres régions en voie de développement. Au cours de la même période, les pays de l'Amérique latine et de l'Asie ont été marqués par des gouvernements autoritaires et des économies dominées par l'État. Depuis la chute du mur de Berlin, les pays de l'Amérique latine, l'Europe orientale et certains pays de l'Asie ont connu une évolution démocratique. Ces pays ont puisé dans la dynamique de la gouvernance démocratique occidentale et la libéralisation économique. Ils ont connu une forte croissance qui a été accompagnée par des niveaux élevés de développement humain tandis que les indicateurs socioéconomiques des pays arabes ont été bloqués et le niveau de développement a été ralenti. Ces économies restent en grande partie des économies rentières s'appuyant sur l'hydrocarbure et l'exportation des matières brutes, le tourisme et l'aide étrangère.

Résumé

L'objectif de ce travail de recherche est de montrer, d'une part, que le développement est tributaire non seulement de la sphère économique ou sociale mais aussi de la sphère institutionnelle, et d'autre part, que le retard des pays arabes en matière de développement s'explique par une mauvaise gouvernance, en particulier, la quasi-absence de la liberté civile et politique. Nous développons, pour l'année 2009, une analyse comparative des rangs des pays arabes selon le Produit Intérieur Brut/Habitant (BM), l'Indicateur de Développement Humain (PNUD) et les indicateurs de gouvernance (KKZ) par rapport à un groupe de pays faisant partie des pays développés, des PECO¹, de l'Amérique latine et de l'Asie, considérés comme benchmark ou pays modèles afin de pouvoir expliquer la différence entre leurs trajectoires de développement. L'analyse montre que la seule référence au revenu par tête ou à l'IDH ne permet pas d'expliquer les écarts de développement entre les pays parce que la qualité institutionnelle est aussi à l'origine de cette différence. Afin d'expliquer le retard de développement des pays arabes par rapport aux pays benchmark, nous proposons de déterminer les principaux facteurs institutionnels responsables de ce retard. L'outil statistique proposé est l'Analyse Factorielle Discriminante (AFD).

Mots-clés: Développement humain – Sphère institutionnelle – Pays arabe – Gouvernance – Système économique.

Abstract

The objective of this research is to show that development is dependent not only on the economic or social sphere but also on the institutional sphere, and that the backwardness of Arab countries in terms of development is explained by poor governance, in particular the absence of civil and political freedom. For the year 2009, we develop a comparative analysis of the ranks of Arab countries according to the Gross Domestic Product / Capita (WB), the Human Development Index (UNDP) and Governance Indicators (KKZ) compared to a group of countries that are part of developed countries, the CEECs, Latin America and Asia, supposedly as a benchmark or model country in order to explain the difference between their developmental trajectories. The analysis shows that the only reference to per capita income or HDI does not explain the differences in development between countries but also institutional quality is the source of this difference. To explain the delayed development of Arab countries compared to the benchmark countries we propose to identify key institutional factors which are responsible for the delay. The statistical tool proposed is the Factor Analysis.

Keywords: Human development – Institutional sphere – Arab country - Governance - Economic System.

En 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a proposé l'Indicateur de Développement Humain (IDH)², remplaçant l'ancienne mesure de développement, le PIB/H (approche de la Banque Mondiale) pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. Cependant, plusieurs auteurs ont utilisé les facteurs institutionnels pour expliquer le différentiel de croissance entre pays.

L'échec des réformes économiques préconisées par les institutions internationales a montré les limites de la définition du développement basée seulement sur les deux sphères économique et sociale. L'absence de la sphère institutionnelle dans ces définitions du développement explique, en quelque sorte, le défaut de classement, selon la BM, de certains pays comme les pays du Golfe parmi les pays développés. C'est grâce à leurs potentialités naturelles, particulièrement le pétrole, qu'ils sont classés dans la tranche supérieure des pays développés alors qu'ils se caractérisent par

des indicateurs de gouvernance très médiocres.

Cette notion de gouvernance trouve ses origines dans la nouvelle économie institutionnelle avec laquelle les institutions ont pris de l'ampleur comme déterminant important du développement (North, 1990). Il s'agit de l'ensemble des apports théoriques ayant contribué au renouvellement de l'analyse éco-

* Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, Tunisie.

** Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Nabeul, Tunisie.

¹ PECO: Pays de l'Europe Centrale et Orientale.

² La moyenne arithmétique des indicateurs de durée de vie, de niveau d'éducation, et de PIB réel corrigé par la PPA.

nomique des institutions dans les années 1970, bien que l'article fondateur, celui de Coase³, qui a introduit le concept de coût des transactions, date de 1937. L'approche néoclassique des institutions a été initiée par les travaux de Jensen (1979) et Meckling (1976), dans la théorie de l'agence, et ceux d'Alchian (1965) et Demsetz (1967), d'une part, et ceux de Selten (1975) et de Harsanyi (1967), d'autre part, dans la théorie des droits de propriété et la théorie des jeux. La démarcation du corpus théorique néoclassique a été entamée par Williamson (1979), prix Nobel d'économie, qui a montré que la rationalité des agents économiques est limitée, ces derniers se comportant d'une manière opportuniste. Ce sont les institutions, comme alternatives au marché, qui permettent de minimiser les coûts des transactions.

Depuis le début des années 1990, la notion de gouvernance a connu un regain d'intérêt dans les rapports des institutions financières internationales (BM, FMI, PNUD) en raison du faible degré d'efficacité des réformes de première génération, centrées sur la correction des déséquilibres macro-économiques à travers la réduction du rôle de l'Etat dans l'économie. Les réformes de deuxième génération sont centrées sur le renforcement des capacités des institutions chargées de leur mise en œuvre. Selon la BM, la réussite de ces programmes est tributaire d'une bonne gouvernance de la part des pays qui l'appliquent. Désormais, de nouveaux facteurs de croissance apparaissent, à savoir les indicateurs de gouvernance.

Dans cet article, nous nous référons à la base de données la plus utilisée dans la littérature économique, celle de Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (2010). KKZ ont construit six indicateurs globaux correspondant à six concepts fondamentaux de gouvernance, compilés à partir de plus de 300 mesures de gouvernance.

La définition de la gouvernance utilisée dans le présent travail est celle suivie par ces auteurs. En effet, la gouvernance est définie comme l'ensemble des traditions et des institutions par lesquelles l'autorité est exercée¹ dans un pays.

D'abord, le processus par lequel l'autorité est choisie et remplacée est mesuré par les deux indicateurs suivants: «Etre à l'écoute et rendre compte», qui mesure les aspects divers du processus politique, les libertés civiques, les droits politiques et l'indépendance des médias, et «Stabilité politique et absence de violence», qui mesure les perceptions de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens institutionnels et/ou par la violence.

Ensuite, la capacité de l'Etat à formuler et à mettre en œuvre des politiques saines est mesurée par les deux indicateurs suivants: «Efficacité publique», qui tient compte de la qualité de la fourniture des services publics, la qualité de la bureaucratie, la compétence des fonctionnaires, l'indépendance de la fonction publique des pressions politiques ..., et «Qualité réglementaire», qui inclut les mesures de l'incidence des politiques de marché, comme le contrôle des prix ou la surveillance bancaire inadéquate.

Enfin, l'état des institutions et leur respect par les citoyens est

matérialisé par les deux indicateurs institutionnels suivants: «Etat de droit», qui mesure jusqu'à quel point les agents ont confiance dans les règles de société et acceptent de s'y soumettre et «Contrôle de la corruption», qui mesure la perception de la corruption.

Ce travail a un double objectif: (i) montrer que la seule référence au revenu par tête ou à l'Indicateur de Développement Humain ne permet pas d'expliquer les écarts de développement entre les pays arabes et par rapport à d'autres pays, considérés comme *benchmark* ou pays modèles; par ailleurs, nous proposons les facteurs institutionnels, comme des nouveaux déterminants de développement; (ii) déterminer quels sont les facteurs institutionnels clés pour que les pays arabes rejoignent les pays *benchmark*.

Pour répondre à ces objectifs, notre article sera articulé comme suit: dans une première section, nous allons présenter une revue de littérature sur la relation entre la gouvernance et le développement; dans une deuxième section, nous allons appliquer notre méthodologie, qui consiste à montrer, d'une part, le retard des pays arabes en matière de développement par rapport aux pays *benchmark*, et à déterminer, d'autre part, les variables institutionnelles-clés qui pourraient constituer la trame d'un programme pouvant mener les pays arabes à rejoindre les pays *benchmark* d'autre part. Nous proposerons comme outil statistique l'Analyse Factorielle Discriminante (AFD). Dans une troisième section, nous présenterons les résultats de l'analyse économétrique. Enfin, une quatrième section, sera consacrée à l'interprétation et la discussion des résultats.

1. Gouvernance et développement: une revue de la littérature

Le débat sur les facteurs explicatifs des divergences de croissance entre pays a attribué un rôle majeur aux institutions. Les analyses théoriques de la croissance endogène ont commencé à formuler de nouvelles hypothèses permettant d'enrichir la représentation des économies considérées et à examiner des problématiques nouvelles qui redonnent une pertinence à la préoccupation classique de l'indissociabilité de la sphère socio-économique du cadre institutionnel. Plusieurs auteurs ont utilisé les facteurs institutionnels pour justifier la part, de plus en plus importante, du résidu de Solow dans les pays en développement.

Au cours des années 1980, les institutions internationales se sont inspirées de l'approche néoclassique. Elles considéraient que la crise de la dette des pays de l'Amérique latine, de l'Afrique subsaharienne et de certains pays arabes au début des années 1980 était due à l'incapacité des Etats à réaliser une croissance économique et à mener à bien des politiques macro-économiques appropriées. Dans le but d'améliorer la croissance et le développement, les institutions internationales préconisent la libéralisation de l'économie à tous les niveaux.

Le faible degré d'efficacité des réformes de première génération a orienté les institutions internationales à opter pour des réformes de deuxième génération centrées sur le renforcement des capacités des institutions chargées de la mise en œuvre de ces mêmes réformes. En se référant aux travaux de Sen (1984), de Rodrik (1999) et Joseph Stiglitz sur l'importance

³ The nature of the firm.

des institutions dans la croissance et dans les défaillances de l'économie de marché, les années 1990 ont vu une redéfinition du rôle de l'Etat par les institutions internationales.

L'importance des travaux relatifs au rôle des institutions dans les pays en développement au cours des années 1990 a conduit les institutions financières internationales à se concentrer sur les différentes caractéristiques de la gouvernance. Selon la BM, la réussite de ces programmes est tributaire d'une bonne gouvernance des pays qui l'appliquent. Désormais, de nouveaux facteurs de croissance apparaissent. Il s'agit des indicateurs de gouvernance exprimés en termes de responsabilisation, de transparence, de participation, d'Etat de droit, d'équité, de légitimation, de liberté politique et de lutte contre la corruption.

Certains travaux incluent dans leurs modèles une seule composante pour mesurer la gouvernance. Barro (1996) et Brewer et Choi (2007) ont introduit la démocratie, Clague, Keefer et Olson (1996) se sont intéressés au respect de la propriété et Alesina et Perotti (1994), la BM (2001) et Collier (1999) ont mis en évidence l'importance de l'instabilité politique dans la croissance. Kormendi et Meguire (1985), Scully (1988), Grier et Tullock (1989) et Isham, Kaufman et Pritchett (1997), en prenant les libertés civiles comme indicateur de gouvernance, ont trouvé que cet indicateur permet d'améliorer la croissance économique. Acemoglu, Johnson et Robinson (2004) et Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002) ont utilisé comme variable proxy de la gouvernance la garantie des droits de propriété pour montrer que cet indicateur peut expliquer les écarts de croissance entre les pays riches et les pays pauvres. L'instabilité politique, comme indicateur de la gouvernance, a pris de l'ampleur dans les travaux de Barro (1991) et Londregan et Poole (1992) et Alesina et Perotti (1996), Svensson (1998) et North, Wallis et Weingast (2009), qui montrent que l'instabilité et les violences politiques affaiblissent la croissance. Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004), en adoptant les règles et les lois comme indicateur, trouvent qu'une bonne application des règles et des lois améliore le niveau du revenu. Sen (2000) et Brumberg (2002) suggèrent que la variable de démocratie politique, avec ses attributs du pluralisme idéologique et de représentativité, de primauté du droit, de respect des droits de l'homme, de justice sociale, etc., crée des conditions optimales pour le développement humain.

D'autres travaux utilisent des indices composites de gouvernance pour expliquer les écarts de croissance entre les pays. En construisant deux indices permettant de mesurer la sécurité des contrats et les droits de propriété, Knack et Keefer (1995) montrent que ces deux indicateurs améliorent la croissance. Mauro (1995) utilise trois indices: l'indice de la corruption, l'indice de

la qualité bureaucratique et l'indice de la stabilité politique pour montrer que la corrélation de ces trois indices avec la croissance et l'investissement est positive. En utilisant l'indice global de gouvernance de Kaufmann, Kraay, Zoido-Lobation (2002), Easterly et Levine (2002) ont montré que la gouvernance est un déterminant important de la croissance.

Dans le même cadre d'analyse, North et Thomas (1980) ont montré que l'origine et les causes décisives de l'essor du monde occidental remontent à une particularité institutionnelle propre à l'Europe du Nord. Leur propos est de montrer que si l'Occident a conquis une supériorité économique, c'est grâce à ses institutions. North (2005) montre que si certains pays ne se sont pas développés, c'est parce qu'ils n'avaient pas de bonnes institutions compatibles avec celles des pays occidentaux.

Néanmoins, ce modèle de bonne gouvernance n'est pas seulement spécifique aux pays occidentaux, l'expérience des quatre *Rashidun*⁴, qui ont gouverné un Etat islamique pendant une trentaine d'année est qualifiée, d'âge d'or de l'Etat islamique. En effet, la tolérance (respect des libertés fondamentales et obligation de rendre compte), la justice (Etat de droit), la distribution équitable des richesses (efficacité publique et lutte contre la corruption), la «*chura*» (participation des citoyens à la prise de décision, élection libre et transparente)⁵ la miséricorde, l'harmonie et l'intimité dans la communauté musulmane constituent les composantes principales de la bonne gouvernance de cette époque⁶. Ainsi, la gouvernance islamique de cette époque constitue l'origine de la gouvernance démocratique occidentale actuelle.

C'est dans le cadre de cette tendance à l'introduction de nouveaux facteurs dans le processus de développement que nous essayons d'expliquer le retard des pays arabes en matière de développement humain durant les dernières décennies.

2. Méthodologie

La méthodologie adoptée dans ce travail se base sur deux volets. En premier lieu, une analyse comparative des rangs des pays, entre les mesures traditionnelles de développement le PIB/H et l'IDH pour montrer: (i) l'insuffisance de ces derniers comme mesure du niveau de développement et (ii) le retard des pays arabes en matière de développement par rapport à leurs niveau de croissance économique.

En second lieu, nous menons une analyse économétrique basée sur l'analyse factorielle discriminante dans le but de déterminer les variables institutionnelles clés permettant aux pays arabes de converger vers les pays benchmark.

2.1. Résultats

2.1.1. Déficit des pays arabes en matière de développement humain et de gouvernance: Analyse bivariable

Dans le but de montrer l'importance de la sphère institutionnelle dans l'explication de la différenciation des niveaux de développement entre les pays arabes et les pays benchmark, nous proposons de conduire une analyse comparative des rangs en termes de PIB/H, d'IDH et d'indice agrégé de gouvernance (KKZ)⁷. Ce dernier est construit par la mé-

⁴ En Arabe: رَشْدُ اَبْنِ اَبِي تَالِبٍ، al-Khulafā'u r-Rāshidūn: Abou Bakr As-Siddiq (632-634), Omar ibn al-Khattāb (634-644), Othmān ibn 'Afān (644-656) et Alī ibn Abī Tālib (656-661).

⁵ La succession de ces Rashidun n'était pas héréditaire, un point qui deviendra la coutume pour les successions musulmanes postérieures.

⁶ Al. abarī, Tarīkh al-Umam wa al-Mulūkī, (1939). Voir encore Syed Athar H. (1974).

⁷ Les coordonnées des pays sur l'axe F1 peuvent être considérées comme les valeurs de l'indice agrégé de gouvernance qu'il est possible de ramener dans l'intervalle [0,1] (Combarnous F., 2003).

thode de l'analyse en composantes principales (ACP)⁸ en fonction de six variables de gouvernance (KKZ) de la Banque Mondiale: Etre à l'écoute et rendre compte, Stabilité politique et absence de violence, Efficacité publique, Qualité réglementaire, Etat de droit et Contrôle de la corruption.

Le monde arabe comprend des niveaux de croissance très diversifiés, les niveaux de vie de ces pays marquant un écart très important dans les niveaux du PIB par tête puisque celui du Qatar, 93 204 \$/habitant⁹, est d'environ 114 fois celui des Comores, 816 \$/habitant. Certains pays comme l'Algérie, le Bahreïn, l'Irak, le Koweït, la Libye, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Soudan, la Syrie, les Emirats Arabes Unis et le Yémen disposent d'immenses réserves de pétrole et de gaz utilisés comme moteur de la croissance économique puisque ces produits représentent l'essentiel des recettes d'exportation et du budget de l'Etat. Alors que d'autres pays comme l'Egypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie disposent d'un tissu économique plus ou moins diversifié, dépassant les simples produits primaires. En revanche, les Comores, Djibouti, la Mauritanie et la Somalie sont des économies très fragiles comparativement aux deux premiers groupes de pays.

Ainsi, afin de pouvoir étudier l'état des pays arabes¹⁰ en matière de développement humain et de bonne gouvernance, nous avons procédé à une classification de ces pays en quatre groupes de pays en prenant comme critère de classification le niveau de PIB par tête (voir annexe 1).

C'est la BM qui avance une mesure du développement en utilisant comme indicateur le niveau de vie exprimé par le PIB par habitant et elle ne retient donc que la sphère économique. Le PNUD, quant à lui, y ajoute la sphère sociale pour construire un indicateur plus exhaustif, l'IDH, en faisant intervenir simultanément les deux sphères économique et sociale.

L'omission de la sphère sociale comme composante principale du développement a fait que la classification des pays selon le seul indicateur du niveau de vie de la BM sous-estime l'effort en matière d'éducation et de santé pour les pays ne disposant pas de richesses énergétiques et minières importantes¹¹. Ainsi, selon la classification de la BM, les pays du Golfe du premier groupe sont classés parmi les pays les plus développés du monde alors qu'en passant à la classification PNUD, ils ont perdu plus de 30 points en raison d'une mauvaise allocation des ressources énergétiques dans un développement au service de l'homme, contrairement aux pays euro-

péens, principalement nordiques, qui ont plutôt gagné des rangs en passant de la classification BM à celle du PNUD.

Tableau 1 - Comparaison des rangs BM et PNUD pour 2009¹².

	BM	PNUD
Australie	14	2
Irlande	24	5
Allemagne	20	10
Japon	22	11
Nouvelle Zélande	34	3
Emirats Arabes Unis	3	31
Qatar	2	37
Koweït	5	44

Source: Base de données PNUD (2010) et BM (2010).

Les pays arabes du groupe 2 sont mieux classés en termes de PIB/H relativement aux pays *benchmark* (à l'exception de la Slovaquie). Cependant, ces derniers sont mieux classés selon l'IDH.

Tableau 2 - Comparaison des rangs BM et PNUD en 2009.

	BM	PNUD
Estonie	48	36
Pologne	47	42
Slovaquie	44	33
Hongrie	46	38
Lituanie	51	46
Slovénie	33	30
Arabie saoudite	35	56
Bahreïn	31	39
Oman	41	56

Source: Base de données PNUD (2010) et BM (2010).

Nous constatons que les résultats relatifs au groupe 2 reproduisent à-peu-près ceux obtenus au niveau du groupe 1, à savoir la perte des rangs des pays arabes et le gain des rangs des pays *benchmark*. Ainsi, les pays du Golfe affichent des niveaux de développement humain inférieurs à ce qu'ils devraient avoir compte tenu de leur PIB par tête. Néanmoins, il faut remarquer que dans ces pays, avec des ressources pétrolières par tête très élevées, les conditions qui règlementent les sphères politique, économique et sociale, sont profondément différentes par rapport aux autres pays développés.

En ce qui concerne les pays arabes du groupe 3 et 4, en passant de la classification de la BM à celle du PNUD, la majorité d'entre eux perdent des rangs à l'exception de quelques pays comme la Jordanie, Gaza, la Syrie et les Comores. Cependant, la plupart des pays *benchmark* ont gagné des rangs. Ainsi, les pays arabes de ces deux groupes ont un niveau de développement humain plus faible à la fois en termes de PIB/H et d'IDH (à l'exception de la Libye).

Ainsi, en considérant la sphère sociale dans le développement, certains pays arabes et en particulier, les pays du Golfe affichent des niveaux de développement humain infé-

⁸ Voir Rahman et al. (2003) et Slotte (1991).

⁹ Rapport de la BM (2008).

¹⁰ Nous avons retenu presque tous les pays arabes (20 pays) à l'exception de ceux dont nous n'avons pas d'informations disponibles pour l'année 2009.

¹¹ Selon Méda D. (1999)¹¹, le PIB présente trois grandes limites: (i) il ne tient pas compte des temps et des activités essentielles pour le développement de la société; (ii) il n'est pas affecté par les inégalités dans la participation à la production ou à la consommation; et (iii) il ne tient pas compte des dégradations apportées au patrimoine naturel.

¹² L'échantillon total compte 178 pays ayant des données disponibles selon la BM et le PNUD.

Tableau 3 - Comparaison des rangs BM et PNUD en 2009.

PECO		
Estonie	48	36
Pologne	47	42
Slovaquie	44	33
Hongrie	46	38
Amérique Latine		
Chili	58	44
Argentine	61	49
Uruguay	68	50
Mexique	57	53
Brésil	94	73
Pérou	81	64
Costa Rica	70	61
Asie du Sud-est		
Singapour	8	27
Hong-Kong	10	21
Corée du Sud	28	13
Malaisie	55	59
Pays Arabes du groupe 3		
Libye	49	55
Liban	75	80
Jordanie	93	83
Tunisie	84	84
Algérie	80	86
Syrie	104	109
Gaza	131	106
Egypte	95	104
Maroc	105	116
Pays Arabes du groupe 4		
Comores	152	136
Yémen	126	138
Soudan	135	152
Mauritanie	132	142
Djibouti	125	148
Ethiopie	160	159

Source: Base de données PNUD (2010) et BM (2010).

rieur à ce qu'ils devraient avoir compte tenu de leur revenu par tête. Se posent alors deux problèmes:

- (i) un problème de définition du développement;
- (ii) un problème relatif aux facteurs qui expliquent les pertes ou les gains des rangs.

L'échec des réformes économiques préconisées par les institutions internationales a montré, d'une part, les limites de la définition du développement basée seulement sur les deux sphères économique et sociale et d'autre part, que le recul et le sous-développement de certains pays, qu'ils soient arabes ou autre, est dû à une mauvaise gouvernance. D'autres facteurs doivent être désormais pris en considération dans la définition du développement. Nous avançons l'hypothèse qu'il s'agit des indicateurs de gouvernance. En utilisant les indicateurs de la BM (KKZ), nous essaierons d'expliquer la perte de rangs des pays arabes par rapport aux pays *benchmark*, en passant de la classification de la BM à la classification du PNUD.

Pour atteindre cet objectif, nous évaluerons pour chacun des pays de notre échantillon le niveau de gouvernance à partir de l'indice agrégé de gouvernance.

Nous proposons pour les 42 pays (20 pays arabes et 22 pays *benchmark*) une régression de l'indice agrégé de gouvernance en fonction de l'IDH des pays. Nous plaçons une droite de régression sur le graphique obtenu et examinons la position des pays arabes et des *benchmark* par rapport à cette droite.

Nous constatons que pour des pays à IDH voisins, des écarts sont observés au niveau de la qualité de leurs institutions. En effet, les Emirats Arabes Unis, le Koweït et le Qatar, mieux classés en termes de PIB par habitant que certains pays tels que la Finlande, le Danemark et la Suède, reculent dans le classement IDH et surtout, dans le classement selon notre indice synthétique de gouvernance, alors que des évolutions contraires dans le classement sont constatées pour ces pays (voir graphique 1). Ainsi, le déficit en termes de gouvernance semble plus prononcé que celui de leur sphère sociale. La plupart des pays arabes ont un classement selon l'indice de gouvernance encore plus mauvais que celui du PIB/H et de l'IDH. Cependant, la majorité des pays *benchmark* ont un meilleur classement selon l'indice de gouvernance. Il semble que l'on puisse alors conclure que les pays arabes ont un déficit en matière de gouvernance qui a contribué à leur mauvaise performance en termes de niveau de développement humain par rapport aux pays *benchmark*.

Le graphique 1 est en forme d'entonnoir large en haut et étroit vers le bas, montrant une corrélation très élevée entre les rangs selon les deux indices (IDH et indice de gouvernance) pour ceux projetés vers le bas par rapport à la droite de régression – pays développés – et faible pour ceux situés en haut – pays en voie de développement. Ces résultats sont conformes à ceux observés par Meisel et Ould Aoudia (2007).

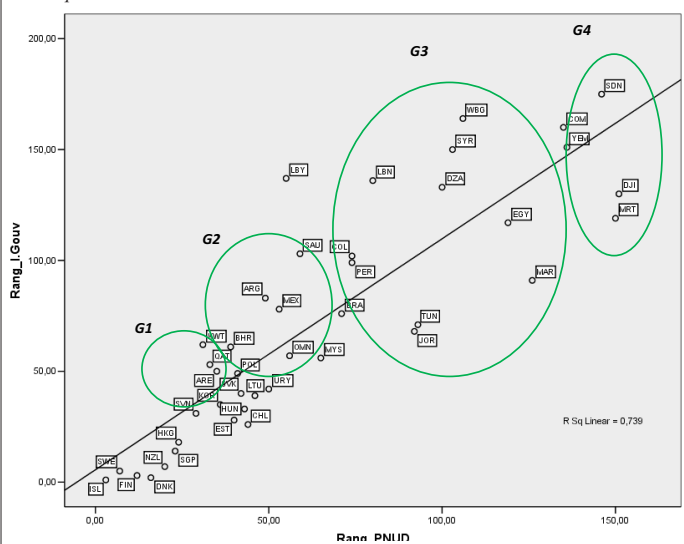
Ainsi, cette régression a montré la différence en matière de gouvernance entre pays arabes et pays *benchmark*. Les pays du Golfe affichent des niveaux de gouvernance faibles par rapport à ce qu'ils devraient être compte tenu de leur niveau de revenu par tête. Cet écart institutionnel se creuse de plus en plus lorsqu'on compare les pays *benchmark* avec d'autres pays arabes comme le Liban, la Syrie, l'Algérie, le Soudan...

Il s'ensuit que la référence aux seules sphères économique et sociale est insuffisante pour fournir une mesure valide du développement. En plus, le retard des pays arabes en matière de développement humain par rapport aux pays *benchmark* semble expliqué par un déficit en matière de gouvernance. Ainsi, la détermination des facteurs institutionnels empêchant la convergence des pays arabes vers les niveaux de développement des pays *benchmark* constitue une nécessité.

2.1.2. Analyse Factorielle Discriminante: Analyse multi-variée

L'analyse est basée sur l'hypothèse que les pays arabes et les pays *benchmark* ont des systèmes de gouvernance différents. Des variables explicatives ont été sélectionnées afin de tester cette hypothèse et d'identifier celles qui contribuent significativement à la différenciation. Les variables considérées sont: Etre à l'écoute et rendre compte, Stabilité politique et

Graphique 1 - Régression du rang de l'indice de gouvernance en fonction du rang de l'IDH pour l'année 2009.



Source: calcul des auteurs à partir de la base de données du PNUD (2010) et de la BM (Governance Matters 2010)

absence de violence, Efficacité publique, Qualité réglementaire, Etat de droit et Contrôle de la corruption¹³.

En outre, notre analyse vise tout particulièrement à identifier les facteurs institutionnels qui permettent aux pays arabes de converger vers des niveaux de développement comparables à ceux des pays plus avancés et qui sont pris, dans le cadre de ce travail de recherche, comme des pays modèles.

L'outil statistique utilisé pour identifier les variables institutionnelles clés qui différencient les groupes¹⁴ l'un de l'autre est «l'Analyse Factorielle Discriminante (AFD)». Cette dernière permet d'identifier les variables explicatives (de gouvernance) qui différencient les groupes de pays préalablement constitués à partir d'une donnée exogène (ici, le niveau de performance économique mesuré par le PIB par habitant). L'AFD minimise la variance intra-groupe¹⁵ (au sein de chaque groupe de pays), et la maximise entre les groupes. L'AFD est effectuée sur chaque

¹³ Base de données de la Banque Mondiale (KKZ) pour l'année 2009.

¹⁴ Dans ce travail, on a inclut 4 groupes de pays arabes et 4 groupes de pays benchmark.

¹⁵ Voir Saporta (2006).

¹⁶ Voir annexe n. 1.

¹⁷ Le Lambda de Wilks est une statistique utilisée par l'AFD dans le but de tester si plusieurs groupes d'observations multivariées ont des moyennes significativement différentes. Le Lambda de Wilks est un nombre compris entre 0 et 1. Si seule une faible fraction de l'inertie totale n'est pas expliquée par l'existence de groupes différents, alors les groupes sont bien séparés, et ont des moyennes sensiblement différentes.

¹⁸ Les valeurs de cet indicateur pour les pays arabes sont: Koweït (-0,516), Qatar (-0,731) et Emirats Arabes Unis (-0,997). Pour les pays développés, la valeur est 1,335, en moyenne.

¹⁹ Une faible valeur (proche de 0) du Lambda de Wilks est l'indication de groupes bien séparés. Ainsi, la comparaison des valeurs du Lambda de Wilks permet de déterminer les variables institutionnelles les plus discriminantes.

groupe des pays arabes (d'une façon séparée) avec les différents groupes des pays benchmark (groupe par groupe)¹⁶.

La procédure du logiciel statistique utilisée ici (SPSS) fournit une analyse de variance qui teste la significativité des différences de moyenne entre deux groupes pour chacune des variables explicatives. Les résultats du test d'égalité des moyennes de groupe (les statistiques de Lambda de Wilks¹⁷ et de Fisher) sont résumés dans les tableaux 4, 5, 6 et 7. Les résultats montrent le niveau statistique de la contribution de chaque variable. Nous présentons ci-dessous l'analyse des résultats pour chaque groupe de pays arabes.

A/ Cas des pays arabes du groupe n. 1:

Les pays arabes du groupe n. 1 sont des pays à populations restreintes. Ils sont riches en pétrole, ils possèdent suffisamment d'espace budgétaire pour des engagements beaucoup plus importants envers l'éducation et la santé. Cependant, le défi principal est de développer l'engagement politique, les conditions de gouvernance et la capacité administrative nécessaires. Ainsi, ces pays affichent des niveaux de développement inférieurs à ce qu'ils devraient être, compte tenu de leur niveau de revenu par tête.

Le résultat de l'AFD montre qu'il existe une forte divergence en matière de gouvernance entre les pays arabes du premier groupe et les 5 pays de l'Europe de l'OCDE serviront de *benchmark* dans cette étude.

En effet, la variable «être à l'écoute et rendre compte», constitue le principal facteur institutionnel qui discrimine les pays du Golfe¹⁸ des pays *benchmark*¹⁹. Aujourd'hui, les changements mondiaux vont dans le sens démocratique, mais la réponse des régimes arabes est trop lente et insuffisante.

Les indicateurs «Etat de droit» et «qualité réglementaire» constituent le deuxième et le troisième indicateur qui discriminent les pays du Golfe des pays *benchmark*. En effet, les pays du Golfe présentent un retard important en matière de respect de l'équité et la primauté de droit par les institutions, et en matière de transparence des règles et des lois.

Les variables «efficacité publique» et «contrôle de la corruption», discriminent moins les pays du Golfe des pays *benchmark*. Selon nos résultats, l'indicateur «stabilité politique et absence de violence» ne constitue pas un facteur discriminant, car les pays du Golf et les pays *benchmark* se caractérisent par un niveau de stabilité politique comparable²⁰.

Tableau 4 - Test d'égalité des moyennes du groupe: Pays arabes du groupe 1²¹.

	Pays développés	
	Lambda de Wilks	Fisher
Etre à l'écoute et rendre compte	,024	248,888***
Stabilité politique et absence de violence	,927	,471
Efficacité publique	,404	8,858**
Qualité réglementaire	,166	30,059***
Etat de droit	,145	35,280***
Contrôle de la corruption	,524	5,444*

Source: Calcul des auteurs à partir de la base de données de la BM (Governance Matters, 2010), Logiciel SPSS 13.0. Note: *** Significatif à 1%, ** Significatif 5%, * Significatif à 10%.

B/ Cas des pays arabes du groupe n. 2:

Ce deuxième groupe de pays arabes est comparé à deux groupes de pays *benchmark*: les PECO et les pays développés (OCDE).

L'écart en matière de gouvernance entre les pays arabes et le premier groupe benchmark «pays développés» est important et s'exprime par l'ensemble des indicateurs de gouvernance, en particulier la variable «Etre à l'écoute et rendre compte».

Les variables discriminantes qui séparent le mieux les pays arabes des PECO sont: Etre à l'écoute et rendre compte, Efficacité publique, Qualité réglementaire et Stabilité politique et absence de violence. Cependant, les écarts entre les deux groupes en matière d'Etat de droit et de politiques de contrôle de la corruption sont moins prononcés.

L'indicateur «Etre à l'écoute et rendre compte» constitue toujours le premier facteur qui discrimine les pays arabes des pays benchmark. Ainsi, les écarts les plus significatifs s'observent dans le champ des libertés politiques et des droits de l'homme²².

Ainsi, le déficit des pays arabes, en termes de gouvernance, semble plus clair et considérable au regard des pays ayant un niveau similaire de PIB par habitant.

hautement significative (à 1%) dans la discrimination des groupes des pays. La variable «Etre à l'écoute et rendre compte» constitue l'indicateur le plus discriminant. Pendant une décennie, les rapports annuels de 'Freedom House' ont agréé la nature non démocratique des régimes du Moyen-Orient selon deux axes: les droits politiques et les libertés civiles²⁴. Les pays arabes du groupe 3 se distinguent par un niveau de corruption très élevé par rapport aux pays *benchmark*, en particulier, les pays développés. Notamment, en plus de la répression de ses opposants et des atteintes à la liberté de la presse, les régimes des pays arabes sont également caractérisés par une généralisation de la corruption.

En ce qui concerne la comparaison entre les pays arabes et les pays de l'Amérique latine, le résultat du test d'égalité des moyennes a fait ressortir les variables «Etre à l'écoute et rendre compte», «Efficacité publique», «Qualité réglementaire» et «contrôle de la corruption» comme les discriminants les plus significatifs. Les pays arabes du groupe 3 et les pays de l'Amérique latine ont un niveau proche en matière de «stabilité politique et absence de violence» et «Etat de droit». Ces derniers indicateurs ne constituent pas des variables discriminantes.

La série d'indicateurs discriminatoires ainsi identifiée permet de pointer les capacités prioritaires de gouvernance, en particulier en matière de libertés fondamentales et de lutte contre la corruption, efficacité publique et qualité réglementaire, sur les lesquelles les pays arabes devraient porter leurs efforts pour se rapprocher des caractéristiques des pays *benchmark*.

D/ Cas des pays arabes du groupe n. 4:

Ce groupe de pays arabes enregistre des performances en matière de PIB/h qui les situent parmi les pays les plus démunis de l'échantillon. Nous y constatons, pour toutes les variables, des différences significatives avec les différents groupes des pays *benchmark*. La comparaison entre les pays arabes du groupe 4 et les pays *benchmark* identifie comme indicateurs majeurs de différenciation: «Etre à l'écoute et rendre compte» «Etat de droit», «Qualité réglementaire» et «EfficEn effet, les pays arabes des quatre groupes se caractérisent, pour la plupart, par un système de gouvernance du type autoritaire et paternaliste. A l'opposé, les pays *benchmark* bénéficient d'un système de type libéral.

Ainsi, l'ensemble des variables institutionnelles, surtout en matière de libertés fondamentales, d'efficacité publique et de lutte contre la corruption, doivent être acquises par ce groupe de pays arabes pour qu'ils rattrapent les pays *benchmark*. Le chemin à parcourir ici, en réalité, n'est pas facile car ce groupe présente un déficit non seulement au niveau du système de gouvernance, mais aussi au niveau des systèmes économique et social. La manière dont les services publics fonctionnent, dont les ressources publiques sont gérées et dont les pouvoirs réglementaires publics sont exercés, constitue le principal problème à résoudre dans le contexte des pays arabes.

3. Interprétation et Discussion

La connaissance des variables explicatives qui séparent le mieux possible les pays nous permet de constater les indicateurs de gouvernance pouvant constituer les axes d'une action visant à faire converger les pays arabes vers les niveaux des pays *benchmark*.

Tableau 5 - Test d'égalité des moyennes de groupe: Pays arabes du groupe 2²³.

	Pays développés		PECO	
	Lambda de Wilks	Fisher	Lambda de Wilks	Fisher
Etre à l'écoute et rendre compte	,048	119,985***	,053	107,208***
Stabilité politique et absence de violence	,376	9,940**	,505	5,877*
Efficacité publique	,157	32,179***	,382	9,716**
Qualité réglementaire	,212	22,341***	,385	9,597**
Etat de droit	,114	46,666***	,513	5,701
Contrôle de la corruption	,141	36,590***	,732	2,194

Source: Calcul des auteurs à partir de la base de données de la BM (Governance Matters 2010), Logiciel SPSS 13.0. Note: *** Significatif à 1%, ** Significatif 5%, * Significatif à 10%.

C/ Cas des pays arabes du groupe n. 3:

De manière générale, les pays arabes de ce groupe sont très différenciés en matière de gouvernance des pays développés et des pays de l'Asie. En revanche, les écarts sont moins importants entre ce groupe et les pays de l'Amérique latine et les PECO.

La comparaison entre les pays arabes du groupe 3 et les pays benchmark, à l'exception des pays asiatiques, montre que toutes les variables institutionnelles ont une contribution

²⁰ La valeur de cet indicateur, en moyenne, pour les pays du Golfe est de 0,814 et pour les pays benchmark, elle est de 0,922.

²¹ Koweït, Qatar et Emirats Arabes Unis.

²² La valeur de l'indicateur "Etre à l'écoute et rendre compte" en moyenne pour les pays arabes du groupe 2 est -1,219, pour les PECO 0,980 et pour les pays développés 1,335.

²³ Oman, Arabie Saoudite et Bahreïn.

²⁴ Freedom in the World (2003).

Tableau 6 - Test d'égalité des moyennes du groupe: Pays arabes du groupe 3²⁵.

	Lambda de Wilks	Fisher	Lambda de Wilks	Fisher	Lambda de Wilks	Fisher	Lambda de Wilks	Fisher
Etre à l'écoute et rendre compte	,055	173,000***	,169	54,002**	,323	18,873***	,061	169,111***
Stabilité politique et absence de violence	,326	20,641***	,920	,960	,585	6,373**	,380	17,983***
Efficacité publique	,173	47,736***	,810	2,577*	,249	27,214***	,308	24,758***
Qualité réglementaire	,187	43,574***	,759	3,487*	,370	15,354***	,254	32,300***
Etat de droit	,119	74,184***	,971	,327	,282	22,870***	,278	28,618***
Contrôle de corruption	,117	75,510***	,768	3,325*	,423	12,255***	,366	19,050***

Sources: Calcul des auteurs à partir de la base de données de la BM (Governance Matters 2010), Logiciel SPSS 13.0. Note: *** Significatif à 1%, ** Significatif 5%, * Significatif à 10%.

Tableau 7 - Test d'égalité des moyennes du groupe: Pays arabes du groupe 4²⁶.

	Lambda de Wilks	Fisher	Lambda de Wilks	Fisher	Lambda de Wilks	Fisher	Lambda de Wilks	Fisher
Etre à l'écoute et rendre compte	,055	173,000***	,169	54,002**	,323	18,873***	,061	169,111***
Stabilité politique et absence de violence	,326	20,641***	,920	,960	,585	6,373**	,380	17,983***
Efficacité publique	,173	47,736***	,810	2,577*	,249	27,214***	,308	24,758***
Qualité réglementaire	,187	43,574***	,759	3,487*	,370	15,354***	,254	32,300***
Etat de droit	,119	74,184***	,971	,327	,282	22,870***	,278	28,618***
Contrôle de corruption	,117	75,510***	,768	3,325*	,423	12,255***	,366	19,050***

Sources: Calcul des auteurs à partir de la base de données de la BM (Governance Matters 2010), Logiciel SPSS 13.0. Note: *** Significatif à 1%, ** Significatif 5%, * Significatif à 10%.

Les scores du monde arabe pour la plupart des indicateurs de gouvernance de la BM sont faibles. Pour ce qui est d'«Etre à l'écoute et rendre compte», la région arabe est classée en dernière relativement aux pays de notre échantillon (voir Annexe 4). Pour les cinq autres indicateurs – stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, qualité de la réglementation, Etat de droit, et contrôle de la corruption – la région arabe présente de même un classement critiqué dans le monde²⁷.

Ainsi, les principaux obstacles au développement humain dans le monde arabe sont l'absence de liberté civile, de responsabilisation et contrôle, de transparence, de politiques anti-corruption efficaces et, essentiellement, la non-participation de la société civile à la prise de décision et à la vie politique. Les pays arabes se caractérisent par un profil institutionnel de type autoritaire et paternaliste²⁸. Bien qu'il y ait un dynamisme remarquable dans la société civile arabe, pratiquement tous les pays arabes restent autoritaires et la contrainte la plus forte en matière de développement humain dans le monde arabe tient à la restriction des libertés²⁹ et à une

mauvaise gouvernance (RADH, 2002, 2003, 2005, 2009). Plus les pays sont démocratiques, plus ils ont tendance à avoir des gouvernements efficaces et à assurer de meilleures performances en matière de lutte contre la corruption. Ces résultats sont conformes à ceux observés par Ben Yishay et Betancourt (2009). Ces derniers montrent le puissant rôle joué par les libertés civiles dans l'explication de la croissance économique à long terme et du développement.

Les pays arabes n'ont pas suivi les pays de l'Amérique latine, l'Europe orientale et certains pays de l'Asie qui ont connu une évolution démocratique. La quasi-totalité des pays arabes se caractérisent par un système de monarchies héréditaires qui exerce un pouvoir absolu sans contrôle exécutif, dominant tous les aspects du système (ceci s'applique à tous les Etats du Golfe, mais l'Arabie saoudite en est l'exemple suprême). En outre, le système républicain (Égypte, Libye, Tunisie, Syrie...) est souvent beaucoup moins libéral. Un peu mieux pour les systèmes de parti dominant (Algérie, Yémen, Soudan), qui laissent une marge minimale de liberté aux oppositions, mais cela s'arrête dès lors qu'elles constituent une véritable menace ou un défi au groupe du pouvoir³⁰. La plupart des pays arabes marginalisent l'opposition, ce qui constitue un obstacle à la tenue d'élections démocratiques et à une alternance politique. En dépit de la pénurie générale de démocratie formelle, certains parmi les pouvoirs autocratiques (Jordanie, Liban, Qatar...) tolèrent des degrés divers de pluralisme politique et d'ouverture.

Selon «l'Indice de Démocratie dans le monde Arabe³¹», aucun des Etats arabes n'est dans une «transition démocratique avancée», mais certains montrent des «tendances démocratiques»³², ce qui confirme nos résultats.

Les résultats obtenus dans ce travail corroborent l'approche de Sen. Ce dernier, dans son ouvrage, *Un nouveau modèle économique, développement, justice et liberté*, soutient que le développement ne se réduit pas à une mesure de la pauvreté monétaire, mais il doit être appréhendé comme: «un processus d'expansion des libertés réelles dont les personnes peuvent jouir» (Sen, 2003, p. 56). Ces libertés constituent la fin première et le moyen principal du développement.

Malheureusement, la tendance dans les pays arabes, en général, n'a pas été à l'expansion des libertés fondamentales ces derniers temps. En fait, les pays arabes réagissent exactement dans le sens contraire, laissant transparaître une nette tendance à une restriction accrue des libertés fondamentales. Les développements actuels des conjonctures sociopolitiques du monde arabe confirment nos résultats. Les événements récents en Tunisie, «la révolution populaire historique», en Égypte, Libye, Yémen, Syrie etc..., affirment que l'autorité et ce paternalisme du monde arabe constituent un mode de gouvernance désuet et obsolète et que même les peuples qui y sont soumis ne l'acceptent plus et le rejettent de manière violente. Les pays nouvellement libérés du joug de l'autoritarisme et du paternalisme -mais où les niveaux d'éducation et de développement humain, en général, ont atteint un certain degré-, jouissent d'élites qui ont définitivement compris que c'est la mauvaise gouvernance qui empêche leur pays d'accéder au développement et à une distribution équitable des richesses. Ainsi, d'après ce qui s'est passé, *on doit com-*

²⁵ Maroc, Égypte, Gaza, Syrie, Algérie, Tunisie, Jordanie, Liban et Libye

²⁶ Djibouti, Mauritanie, Soudan, Yémen et Comores

²⁷ Kaufmann D. et al., «Governance Matters VIII: Aggregate and Individual Governance Indicators for 1996-2008» Working Paper n. 4978.

²⁸ Labaronne D., Ben Abdelkader F. (2006).

²⁹ La «liberté» est ici proposée dans le sens global d'une «éradication de toutes les formes de restriction de la dignité humaine». Ce sens global tient compte non seulement des libertés politiques et civiles, mais également de l'obligation de libérer l'individu de tous les moyens de réduction de la dignité humaine, tels que la faim, la maladie, l'ignorance, la pauvreté, la peur et, par-dessus tout, l'injustice.

³⁰ Ibn Khaldun Center for Development Studies (2007).

³¹ The Arab Reform Initiative (2010).

³² Shikaki et al., «The State of Reform in the Arab World 2008: The Arab Democracy Index», Arab Reform Initiative, pp. 22-27.

prendre que le déficit en matière de gouvernance ne peut générer qu'une détérioration en matière de développement.

Ainsi, Promouvoir les libertés fondamentales, l'Etat de droit, la protection des droits de propriété, la liberté de la presse, la concurrence en politique et, de façon générale, la transparence et l'efficacité publique, sont des éléments essentiels pour promouvoir la bonne gouvernance et le développement dans les pays arabes du quatrième groupe. Cependant, les groupes 3 et 4 sont menés aussi à renforcer leur politique de lutte contre la corruption.

Conclusion

Notre analyse montre que le déclin du monde arabe en matière de développement humain est expliqué par une mauvaise qualité institutionnelle. Notre travail confirme que le PIB par habitant et l'IDH sont insuffisants comme mesures du développement. Dans ce travail, nous avons essayé de mettre l'accent sur l'importance d'intégrer l'indicateur institutionnel dans l'explication de la différenciation du niveau de développement humain entre les pays *benchmark* et les pays arabes. Les pays arabes ont connu une forte dégradation de leur classement selon le PIB/H par rapport au classement du PNUD, expliqué par une qualité médiocre de la gouvernance. Cependant, la plupart des pays *benchmark* ont connu une amélioration de leurs rangs attribuée à la bonne qualité institutionnelle dans ces pays. Enfin, nous avons déterminé les facteurs institutionnels pouvant constituer les champs d'action dans lesquels devrait être réalisé le travail d'amélioration de la gouvernance qui pourrait, si les Etats concernés le désiraient réellement, baliser pour les pays arabes désireux de le faire, le chemin qui pourrait mener vers des niveaux de développement comparables à ceux des pays *benchmark* en matière de développement humain. Nos résultats montrent que les indicateurs «être à l'écoute et rendre compte», et «efficacité publique», constituent le premier et le deuxième facteur empêchant les pays arabes de converger vers les pays *benchmark*. En outre, nous pouvons annoncer que la qualité des institutions joue un rôle-clé pour expliquer le niveau de développement des pays, ce qui concorde avec les résultats de plusieurs travaux.

Grâce à cette étude, nous avons identifié la nécessité d'intensifier les études sur l'explication du retard du monde arabe en matière de développement. Cependant, reste une question fondamentale à définir: les pays arabes doivent-ils commencer par le développement économique, sanitaire et éducatif (l'IDH) pour accéder, dans une deuxième phase, au développement institutionnel ou bien l'amélioration de la qualité de la gouvernance est une condition préalable à laquelle il faut travailler pour atteindre un niveau d'IDH qui ferait des pays arabes des pays où il fait bon vivre pour les peuples et non pour les dictateurs?

Bibliographie

Acemoglu D., Johnson S. et Robinson J.A. (2004), "Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth", NBER Working Paper n. 10481.
 Al. abarî, *Tarikh al-Umam wa al-Mulûkî*, Cairo (1939), vol. 3, pp. 207-209.
 Alchian A.A. (1965), «Some Economics of Property Right», *Politico*, 30(4).
 Alesina A. & Perotti R., (1996) "Political Instability and Economic growth", *Journal of Economic Growth*.
 Barro R. (1996), "Determinants of Economic Growth : A Cross Country Empirical Study", *National bureau of Economic Resarch*, Working Papers n. 5698, August.

Banque Mondiale (2001), «Rapport sur le développement dans le monde 2000/01: combattre la Pauvreté», *Washington Press*.
 Banque Mondiale (2008, 2009).
 Barro R.J (1991), "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *Quarterly Journal of Economics*, 106, 2, May, 407-433.
 BenYishay A. et Betancourt R. (2009), "Civil Liberties and Economic Development." Forthcoming in *Journal of Institutional Economics*.
 Brewer G.A. et Choi Y. (2007), "Toward a Performing Public Sector: A Cross-Country Study of Democracy's Impact on Government Performance", Paper presented at the Eleventh International Research Symposium on Public Management (IRSPM-XI), Potsdam, Germany, April 2-4.
 Brumberg D. (2002), «Democratization in the Arab World? The Trap of Liberalized Autocracy», *Journal of Democracy*, vol. 13, n. 4.
 Clague C., Keefer P., Knack S., and Olson M. (1996) "Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies," *Journal of Economic Growth* 1, 243-276.
 Coase R. H. (1937), "The Nature of the Firm", *Economica*.
 Collier P. (1999), "On the Economic Consequences of Civil War" *Oxford Economic Papers*, 51, pp. 168-183.
 Combarous F. (2003), «Le développement de l'homme comme préalable au développement économique», CED, document de travail DT/84/03, *Université Montesquieu-Bordeaux IV*.
 Demsetz H. (1967), "Toward a Theory of Property Rights". *American Economic Review* LVII (May): 347-359.
 Easterly W. et Levine R. (2002) "Tropics, Germs, and Crops: How Endowments Affect Economic Development", *NBER Working Paper 9106*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass.
 Freedom in the World (2003), "The Annual Survey of Political Rights and Liberties", *New York: Freedom House*.
 Grier K.B. et Tullock G. (1989) "An Empirical Analysis of Cross-National Economic Growth", 1951-80, *Journal of Monetary Economics*. 24: 259-276.
 Harsanyi, J. (1967), "Games with Incomplete Information Played by 'Bayesian' Players, I-III", *Management Science*, 14, 1967-68, 159-182, 320-334, 486-502.
 Ibn Khaldun Center Development Studies (2007), "Civil Society and Democratization in the Arab World", *Annual Report*.
 Isham J., Kaufmann D., et Pritchett L. H. (1997), «Civil Liberties, Democracy, and the Performance of Government Projects», *The World Bank Economic Review*, vol. 11, n 2:219-42.
 Jensen M. C. (1979), "Tests of Capital Market Theory and Implications of the Evidence".
 Kaufmann D., Kraay A. et Mastruzzi M. (2004), "Governance Matters III, Governance Indicators for 1996-2002", *World Bank*, Washington, D.C. Processed.
 Kaufmann D., Kraay A. et Mastruzzi M. "Governance Matters VIII: Aggregate and Individual Governance Indicators for 1996-2008" *Working Paper* n. 4978.
 Kaufmann D., Kraay A. et Zoido-Lobaton P. (2002), "Governance matters II - updated indicators for 2000-01", *Policy Research Working Paper Series 2772*, *The World Bank*.
 Kaufmann D., Kraay A. et Mastruzzi M. (2010), "The Worldwide Governance Indicators: A Summary of Methodology, Data and Analytical Issues", *World Bank Policy Research*.
 Knack S. and Keefer P. (1995), "Institutions and Economic Performance: cross country test using alternative International measures", *Economics and Politics*, 7 (3), 207-227.
 Kormendi R.C, Meguire P.G. (1985), «Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-Country Evidence», *Journal of Monetary Economics*, vol. 16, n. 2, pp.141-163.
 Labaronne D. et Ben Abdelkader F. (2006), «Le développement comme liberté: Analyse comparative MENA-PECO», *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 37 (1), pp. 63-96.
 Londregan J-B et Poole K-T, (1992), "The Seizure of Executive Power and Economic Growth: Some Additional Evidence", *Political Economy, Growth and Business Cycles*, Cambridge, Mass: MIT Press.
 Mauro P. (1995), "Corruption and Growth", *Quarterly Journal of Economics*, August, 110 (3), 681 (713).

Meckling W. H. (1976), "Values and the Choice of the Model of the Individual in the Social Sciences". *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft* (December).

Méda D. (1999), «Qu'est ce que la richesse?» Edition Aubier.
 Meisel N. et Ould Aoudia J. (2007), «Une nouvelle base de données institutionnelles: Profils institutionnels 2006», *Documents du travail de la DGTPE*, Numéro 2007/09, septembre.

North D.C. (1990), «Institutions, Institutional Change and Economic Performance», New York, Cambridge University Press.

North D.C. (2005), «Understanding the Process of Economic Change» (Princeton: Princeton University).

North D.C., Wallis J. et Weingast B. (2009), "Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History", London: Cambridge University Press.

North D.C., Thomas, R.P. (1980), *L'essor du monde occidental. Une nouvelle histoire économique*, Paris, Flammarion, (éd. Originale: *The Rise of the Western World*, Cambridge University Press, 1973).

Rapport Arabe sur le Développement Humain (2002) «Créer des opportunités pour les générations futures», PNUD.

RADH (2003), «Vers une société de savoir», PNUD, New York.

RADH (2005), «Vers la liberté de la femme dans le monde arabe», PNUD.

RADH (2009) «Les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes», PNUD.

Rapport "Etat de la Réforme dans le Monde Arabe" (2009-2010).

Rapport Mondial sur le Développement Humain (2010) «La vraie richesse des nations: Les chemins du développement», PNUD.

RMDH (2009), «Lever les barrières: Mobilités et développement humains», PNUD.

Rahman T., Mittelhammer R.C. et Wandschneider P. (2003), "Measuring the quality of life Across Country: a Sensitivity Analysis of Well-Being Indices", *WIDER Research Paper*.

Rodrik D., (1999), "Where Did All the Growth Go? External Shocks, Social

Conflict, and Growth Collapses," *Journal of Economic Growth*, Vol. 4, No. 4, p. 385-412.

Rodrik D., Subramanian A. et Trebbi F. (2002), "Institutions Rule: the Primacy of Institutions over Integration and Geography in Economic Development", *Washington D.C., IMF working paper* 02/189.

Saporta, G. (2006), Probabilités, analyse de données et statistique. Technip, Paris.

Scully G. (1988), "The Institutional Framework and Economic Development", *Journal of Political Economy*.

Selten, R. (1975), "Reexamination of the perfectness concept for equilibrium points in extensive games", *International Journal of Game Theory*, 4, 25-55.

Sen A. (1984), «Resources, Values and Development», Cambridge, Mass: *Harvard University Press*.

Sen A. (2000), «Un nouvel ordre économique», *Odile Jacob*, Paris.

Sen A. (2003), «Un nouveau modèle économique: Développement, justice, liberté», *Editions Odile Jacob* (ISBN-10: 2738112315).

Shikaki K., Kassis M. et Harb J. (2008), «The state of reform in the Arab World 2008: The Arab Democracy Index», *Palestinian Center for Policy and Survey Research*, mars.

Saporta G. (2006), «Probabilités, Analyse de données et Statistique, Technip», Chapitre 18, pages 439 à 485. *Théorique et pratique, inclut l'AD pour prédicteurs qualitatifs*.

Svensson J. (1998) «Investment, property rights and political instability: theory and evidence», *European Economic Review*, vol. 42, pp. 1317-1341.

Syed Athar H. (1974), "The Glorious Caliphate", *Academy of Islâmic Research and Publications*, Lucknow, pp. 179-180.

The Arab Reform Initiative (2010), «The state of reform in the Arab World 2009-2010: The Arab Democracy Index», *Palestinian Center for Policy and Survey Research*, mars.

Williamson O.E. (1979), «Transaction-Cost Economics: The Governance of Contractual Relations», *Journal of Law and Economics*, Vol. 22,

ANNEXE 1

	Pays Benchmark	Observations
Groupe 1: Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis	Pays développés Finlande, Danemark, Suède, Nouvelle Zélande Islande	Les pays du Golfe sont mieux classés selon le PIB/H que les pays benchmark, cependant ces derniers sont mieux classés selon l'IDH.
Groupe 2: Oman, Arabie saoudite, Bahreïn	Pays développés PECO Estonie, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Lituanie, Hongrie	Même chose pour ce deuxième groupe de pays du Golfe à l'exception du Bahreïn, qui a un classement supérieur soit selon le PIB/H soit selon l'IDH par rapport aux pays benchmark: pays développés et PECO.
Groupe 3: Maroc, Egypte, Gaza, Syrie, Algérie, Tunisie, Jordanie, Liban, Libye	PECO Pays de l'Amérique Latine: Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Mexique, Uruguay Pays de l'Asie: Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Malaisie	Les pays du groupe 3 ont un classement, selon le PIB/H et selon l'IDH, inférieur à celui de ces trois groupes benchmark à l'exception de la Libye qui un a classement selon l'IDH meilleur que celui de certains pays de l'Asie et de l'Amérique Latine.
Groupe 4: Djibouti, Mauritanie, Soudan, Yémen, Comores	PECO Pays de l'Amérique Latine: Pays de l'Asie:	Les pays du groupe 4 ont un classement, selon le PIB/H et selon l'IDH, inférieur à celui de ces trois groupes benchmark.

ANNEXE 2

